

« Le cancer est, au moins partiellement, une maladie politique »

Ne mettre en avant que les comportements individuels (tabac, alcool...), la génétique et le dépistage face à des cas de cancers plus nombreux occulte les causes structurelles de la maladie, observe dans sa chronique Stéphane Foucart, journaliste au « Monde ».

Chronique « Pourquoi moi ? Pourquoi nous ? »

En France et ailleurs, la fréquence de ce cancer augmente à peu près continûment, en particulier chez les jeunes. Entre 1990 et 2023, le nombre de cas a plus que doublé dans l'Hexagone, passant de 29 934 à 61 214. Moins de la moitié de cette augmentation est due, [selon Santé publique France](#), au vieillissement ou à l'augmentation de la population ; le risque « réel » de contracter cette pathologie a donc augmenté de plus de 50 % en trois décennies.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [Dépistage du cancer du sein : l'intelligence artificielle doit trouver sa juste place](#)

Les facteurs de risque individuels (alcool, sédentarité, surpoids, traitements hormonaux et, dans une moindre mesure, prédispositions génétiques et tabac) sont-ils prépondérants ? Non : selon l'Institut national du cancer, seulement un tiers des nouveaux cas de cancers du sein (au niveau de l'année 2018) sont attribuables à ces facteurs de risque avérés.

Alors ? Plus de 65 % des cas ne sont donc pas associés à une cause identifiée. Dans un texte publié en juin 2024 par la revue [Terrestres](#), plus de 1 200 patientes, soignants ou chercheurs posent aussi cette question : « Pourquoi moi ? Pourquoi nous ? »

Pourquoi Fanny Arnaud, ingénieure de recherche au CNRS, contracte-t-elle un cancer du sein alors qu'elle n'a que 36 ans et n'est sujette à aucun facteur de risque ?

Lire aussi le tribune | Article réservé à nos abonnés [« Face à la progression constante des cancers du sein, nous appelons à donner plus de moyens à la recherche afin de mieux cibler les facteurs de risque »](#)

Et pourquoi tant d'autres ? Les signataires rappellent que, dans la plupart des cas, les causes environnementales du cancer sont au mieux sous-estimées, au pire ignorées. Les cancérologues qui prennent la parole dans l'espace public ne mettent bien souvent en avant que les comportements individuels (tabac, alcool...), la génétique et l'observance du dépistage.

Ces postures sont confortables. Elles sont en réalité le relais d'un narratif néolibéral bien commode, qui réduit la maladie à sa dimension individuelle et la purge de toute sa charge politique. Comme si aucune structure socio-économique n'était in fine déterminante dans la santé des populations, comme si chaque individu était maître et responsable de son destin sanitaire – exception faite des hasards de son génome (mais qui est, là encore, une donnée individuelle).

[Stéphane Foucart](#)

Selon les données les plus récentes (2022) de l'Organisation mondiale de la santé, l'incidence du cancer du sein est plus élevée en France que partout ailleurs dans le monde. Nous sommes sur la plus haute marche d'un funeste podium. Dans un pays où l'on s'intéresse tant aux classements et aux médailles, il est étonnant que cette information n'ait pas été plus relayée à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le cancer, le 4 février, où il a surtout été question de nouveaux traitements, du dépistage, des miracles à venir de l'intelligence artificielle, et de toute une variété d'autres choses qui ont généralement contourné la seule question vraiment intéressante : pourquoi ?

Pourquoi – même après correction des effets de l'âge – une Française a-t-elle un risque de cancer du sein supérieur à toutes les autres femmes de la planète ?

Il existe un élément de réponse optimiste : le système de soins tricolore est très performant et cette maladie est peut-être mieux dépistée qu'ailleurs. C'est probable, mais cela n'épuise pas complètement la question. Car la mortalité par cancer du sein reste, en France, au-dessus de la plupart des pays comparables d'Europe occidentale. Elle est supérieure d'environ 10 % à ce qu'elle est en Belgique, en Autriche ou au Portugal, d'environ 30 % à ce qu'on observe en Suisse, aux États-Unis ou en Suède, et de quelque 50 % par rapport à l'Espagne ou la Norvège, par exemple.

L'information des consommateurs entravée Pourtant, comme le rappelle le texte publié par *Terrestres*, l'eau, l'air, la chaîne alimentaire, les objets du quotidien ou encore les cosmétiques sont saturés de [perturbateurs endocriniens](#) dont la cancérogénicité est suspectée ou avérée, en particulier pour les organes sensibles aux bouleversements hormonaux (sein, prostate, etc.). Une [étude d'ampleur publiée en 2024](#) dans la revue *Environmental Health Perspectives* estime que plus de 900 substances de synthèse capables de déclencher des cancers de la glande mammaire chez les rongeurs, ou susceptibles d'activer des mécanismes favorisant la maladie chez les femmes, sont en circulation dans notre environnement.

Il n'y a rien de naturel ou d'inéluctable dans cet état de fait, qui est le fruit de choix politiques.

Le cancer est une maladie politique, en ce sens qu'il est, ne serait-ce que partiellement, le fruit de ces choix. Adopter des réglementations laxistes, laisser les industriels évaluer leurs propres produits, permettre en connaissance de cause la dissémination de substances cancérogènes pour flatter les capitaines d'industrie, miser sur la découverte de traitements miracles plutôt que sur la prévention, entraver l'information des consommateurs : tout cela n'est pas une fatalité, c'est de la politique.

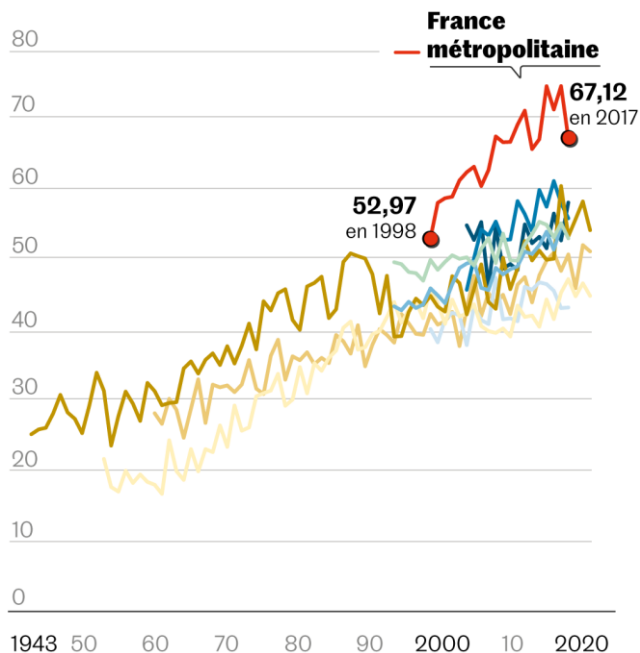
La responsabilité de l'environnement dans la progression de certains cancers est toutefois contestée. L'un des arguments fréquemment utilisés à cette fin est de nature épistémique : puisqu'il est scientifiquement impossible de quantifier les effets de chacun des milliers de toxiques en circulation, c'est donc que ces effets ne comptent pour rien. C'est, comme l'écrit l'historien des sciences Robert Proctor (*Cancer Wars*, 1995), « agiter le chiffon rouge devant chaque arbre pour vous faire perdre de vue la forêt ».

La politique est là encore ce qui répond à cet argument trompeur : c'est un principe de gouvernance fondé sur la prudence, mieux connu sous le nom de « principe de précaution », et dont toutes les droites demandent la révocation depuis des années. Lorsque la

maladie frappe, le premier réflexe est de s'interroger rétrospectivement sur ses habitudes de vie, son alimentation, les lieux qu'on a fréquentés : à la vérité, il faudrait aussi se demander pour qui on a voté.

Taux standardisé du cancer du sein chez les femmes entre 25 et 44 ans, pour 100 000 habitants

Danemark Autriche Australie
Suède Espagne
Finlande Allemagne Italie



Infographie *Le Monde*

Sources : Cancer Over Time ;

International Agency for Research on Cancer (IARC)

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [Quand le cancer bouleverse la vie des jeunes adultes](#)
[Stéphane Foucart](#)